

TGV: 130 personnes pour un débat où tout le monde est d'accord à Ruffec



Photo CL

Par C. A., publié le 10 février 2017.

Quelque 130 personnes pour un débat public sur les arrêts TGV à Ruffec. Le collectif de défense a frappé fort mercredi soir, dans la salle polyvalente de La Canopée. Mais en guise de débat, difficile de trouver des contradicteurs.

"On avait invité des représentants de la SNCF, la directrice nationale Ouest Atlantique TGV notamment, mais personne n'a voulu venir", lance Bernard Charbonneau, le maire de Ruffec. À ses côtés Joseph Martos, responsable CGT cheminots Poitou-Charentes Aquitaine; Christophe Mauvillain, candidat du Front de gauche du Nord-Charente; Isabelle Lauricoste, présidente du Pays Ruffécois et Michel Jutard, représentant des usagers.

Que des gens d'accord pour dire que l'ouverture de la LGV entre Paris et Bordeaux, le 2 juillet prochain, ne doit pas léser la gare de Ruffec.

"Le centre d'activité le plus important du territoire rural qui s'étend entre Poitiers, Niort et Angoulême, lance Isabelle Lauricoste, notant les 70% des actifs du Pays Ruffécois - 37.000 habitants - qui travaillent à Ruffec. On ne doit pas perdre le TGV."

Même si le tracé de la ligne à grande vitesse passe au large.

"Il faut gagner le décrochage d'un TGV qui roulerait sur la ligne actuelle entre Angoulême et Poitiers et pourrait s'arrêter à Ruffec le matin et le soir, explique Michel Jutard, en pointant l'exemple de Libourne. Là où la LGV circulera sur la ligne ancienne sur une centaine de kilomètres." À une vitesse forcément moindre que les 320 km/h de la LGV. "Certains veulent aller vite. Nous, on veut aller loin avec du confort, en gardant une ligne directe, sans changement de gare", enchaîne Bernard Charbonneau.

Deux heures aujourd'hui entre Ruffec et Paris, *"demain trois heures, voire quatre avec le TER en fonction des correspondances"*, affirme Joseph Martos.

"Le combat sera difficile"

Le TGV en gare de Ruffec? *"Oui, c'est possible techniquement, martèle le responsable CGT. Qui aurait cru en 1934 que les congés payés seraient votés en 1936? C'est un choix politique et sociétal."*

Bref, il faut continuer de mettre la pression. Même si la SNCF n'est pas complètement maîtresse du jeu. *"Avec la libéralisation, l'entreprise n'a plus de levier sur les sillons réservés, c'est ça le problème de Ruffec"*, reconnaît Francis Mahieux, secrétaire CGT cheminots d'Angoulême, qui prévient: *"Le combat sera difficile."*

Tous y croient en tout cas. *"Les lignes bougent, on gêne, dit Christophe Mauvillain, alors que le collectif de défense rencontrera le président du Département lundi. On a obtenu qu'Alain Rousset se fasse l'écho de notre combat auprès de Guillaume Pépy, le président de la SNCF."* *"Faut remonter au plus haut niveau, au ministère!"*, lance une voix dans la salle.

En attendant, ce sont bien des voeux à Guillaume Pépy que le collectif servira demain samedi à 11h devant le lycée professionnel Louise-Michel, à la sortie ouest de Ruffec. Une cérémonie de voeux un peu spéciale pour présenter le futur TER, "le Train Extrêmement Rural", dont le territoire ne veut surtout pas.